Monsieur le Président de la République,

Comme vous le savez, depuis le lundi 12 décembre des agents du régime azerbaïdjanais se faisant passer pour des activistes « manifestent » sur la route reliant les villes de Goris en Arménie et de Stepanakert en Artsakh (Haut-Karabakh).

L’accès terrestre à l’Artsakh est désormais fermé. Ni les biens – en ce compris la nourriture – ni les personnes – en ce compris les habitants rentrant chez eux ou les patients en urgence médicale – ne peuvent plus passer. La dictature du président Aliyev menace également d’abattre tout avion qui tenterait d’atterrir ou de décoller de l’enclave arménienne. Pour achever l’efficacité de son blocus, l’Azerbaïdjan a coupé l’arrivée du gaz naturel. En plein hiver dans les montagnes du Caucase, les populations arméniennes sont donc privées du chauffage comme de tout le reste.

Les Arméniens d’Artsakh sont ainsi privés de tout, sauf de leur liberté.

Les protestations du régime de Bakou ne trompent que ceux qui veulent bien être trompés et certainement pas vous.

L’objectif de cet acte de guerre – car c’est de cela qu’il s’agit – est clair : pousser les arméniens d’Artsakh à l’exode, sinon à la mort. Le président Aliyev l’avait annoncé dès 2020, il veut « chasser les Arméniens comme des chiens », ce blocus au seuil de l’hiver en est la dernière expression.

Alors que le drame se met en place, l’Union européenne, par la voix de Monsieur Josep Borrell, Haut Représentant de l’Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a annoncé que la mission d’observation de l’Union européenne en Arménie ne serait pas reconduite au-delà du 19 décembre 2022 !

L’Europe ne se contente plus de se taire, elle décide désormais de fermer les yeux.

Et la France ?

Depuis la guerre des 44 jours vous avez été, Monsieur le Président, le meilleur allié de l’Arménie et de l’Artsakh. Cela n’est malheureusement pas suffisant, ni au regard de l’histoire commune des peuples français et arméniens ni au regard du risque de disparition qui pèse, à nouveau, sur les Arméniens.

Si, en France, la défense de l’Arménie recueille aujourd’hui l’unanimité des élus de la nation, de la presse et de l’opinion publique, c’est parce que ce combat est celui des valeurs d’universalité que porte notre République. Le droit international ne peut être le droit des nantis et des puissances installées, il doit être celui du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, comme l’énonce l’article 1er de la Charte des Nations Unies.

Monsieur le Président, sans la France, sans une action décisive de votre part, les Arméniens d’Artsakh seront broyés par la dictature azerbaïdjanaise. C’est ensuite toute la présence arménienne qui sera effacée du Caucase car c’est la haine et le panturquisme qui motivent le tyran Aliyev et son allié Erdogan.

Monsieur le Président, nous attendons de la France qu’elle soit à la hauteur de ses valeurs et de son histoire. C’est à elle qu’il incombe d’entraîner l’Europe et le monde pour défendre la démocratie et la liberté en Artsakh et en Arménie.

Seule l’interposition d’une force de paix internationale et des sanctions exemplaires contre le régime azerbaïdjanais protégeront les Arméniens. Vous avez le pouvoir de les initier. Nous comptons sur vous.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.